



Agence Française  
de Développement  
Appui à la Gestion des  
Connaissances (AGC)  
Direction de la Stratégie  
Département de la Recherche  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
www.afd.fr

# kaléidoscope

## Dans ce numéro

### DEFIS MONDIAUX

- Dette
- Education des filles

### GEOGRAPHIES

- Vietnam
- République démocratique du Congo

### ORGANISATIONS

- Partenariats public-privé
- UNICEF

**DEBATS SUR L'AIDE** ■ Japan's Development Aid To China: The Long Running Foreign Policy of Engagement  
 ■ Rapport de suivi mondial des ODM 2007  
 ■ Do No Harm: Aid, Weak Institutions and the Missing Middle in Africa

**A NE PAS MANQUER** ■ Banque mondiale, le coup d'Etat permanent : l'agenda caché du consensus de Washington  
 ■ La politique budgétaire : un instrument de croissance et de développement ■ Le recyclage des pétrodollars

## Editorial

# Climat : succès des négociations de Bangkok

Quelque 400 délégués mandatés par les gouvernements de 120 pays, réunis à Bangkok (Thaïlande) du 30 avril au 4 mai dernier à l'occasion de la 9ème session du Groupe de travail III du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'Evolution du Climat, se sont mis d'accord sur les moyens à adopter contre le réchauffement et ont approuvé le « Résumé à l'intention des décideurs » du quatrième rapport d'évaluation du GIEC « Bilan 2007 des changements climatiques : mesures d'atténuation » qui sera rendu public en fin d'année.

Le rapport du Groupe I a confirmé la responsabilité des activités humaines dans le réchauffement climatique. Le rapport du Groupe II a anticipé sur les impacts environnementaux, économiques et sociaux du changement climatique.

### Vers des solutions ?

Le Groupe III, chargé d'évaluer les solutions envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, présentera les différentes options possibles de réduction d'émissions dans les principaux secteurs économiques, précisant leur impact et leur coût, plaçant l'atténuation des changements climatiques dans un contexte plus large de développement, d'équité et de durabilité. La question des coûts a dominé les cinq jours de discussions du GIEC à Bangkok, suscitant des frictions entre les pays représen-

tés, y compris avec la Chine. Mais si le résumé approuvé met en évidence des coûts abordables encore faut-il faire vite : « Les efforts d'atténuation dans les 20 à 30 prochaines années auront un large impact sur les possibilités d'atteindre des niveaux plus bas de stabilisation » des émissions de gaz à effet de serre, souligne la synthèse du GIEC. Pour contenir la hausse de la température moyenne mondiale entre + 2° C et + 2,4° C, ces émissions devraient atteindre d'ici 2015 un « pic » et décroître par la suite. « Plus vite on voudra atteindre un niveau de stabilisation bas, plus vite ce pic devra être atteint et le déclin des émissions s'amorcer », ont souligné les experts.

Plusieurs réunions dans le cadre de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques et du protocole de Kyoto se dérouleront à Bonn (Allemagne) jusqu'au 18 mai. Les principales négociations techniques porteront notamment sur les mécanismes de projets avec la nécessité d'une prochaine élaboration d'un cadre juridique post 2012, les transferts de technologie et la proposition des pays en développement relative à la révision des droits de propriété intellectuelle, la recherche et observation, l'utilisation de la terre et la foresterie, ainsi qu'à la nature des engagements des pays en développement.

# Défis mondiaux

## Dettes

### L'ouvrage

#### **Rapport sur le développement en Afrique 2006 - l'aide, l'allègement de la dette et le développement en Afrique**

Banque Africaine de Développement, 2007, 165 p. - Cote BAD.06-2

A la fin de 2005, le groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un total cumulé de 3 111 prêts et dons équivalant à des engagements de plus de 55 milliards de dollars américains. Ces engagements, qui ont bénéficié à 52 pays membres régionaux et des institutions nationales et régionales, étaient destinés à financer des projets et programmes de développement dans les secteurs de l'agriculture, des transports, des équipements collectifs, de l'industrie, de l'éducation et de la santé. Depuis le milieu des années 80, une bonne partie des engagements a servi à soutenir des programmes de réformes économiques et des programmes d'ajustement destinés à accélérer le développement socio-économique. Près des deux tiers du total des engagements sont financés sur des ressources non concessionnelles, tandis que le solde provient des ressources concessionnelles.

### Le rapport web

#### **Living with debt**

Inter-American Development Bank, 2006, Cote BIAD.06-1

Tout ce que vous vouliez savoir sur la dette souveraine et n'aviez pas osé demander : quand, comment, la dette devient-elle impossible à gérer ? Quel est le véritable coût de la défaillance ? Pourquoi l'Amérique latine est-elle particulièrement exposée à une crise de la dette ? Dans quelle mesure les pays peuvent-ils avoir recours aux produits dérivés, à la dette contingente ou aux obligations en monnaies locales ? Quel rôle peuvent jouer les institutions financières internationales dans la mise en

œuvre des nouveaux systèmes d'assurance ? Cet ouvrage s'adresse à tous ceux qui croient, comme les auteurs, qu'il vaut mieux profiter des périodes de calme pour réfléchir et introduire de nouvelles idées permettant de parer ou prévenir les prochaines crises.

### L'article

#### **Quelle politique de ré-endettement pour les pays africains après une décennie de remise de dette ?**

Djoufelkit-Cottenet, H., *Organisation de coopération et développement économique, Repères*, n° 36, 2007, 3 p.

La mise en œuvre successive des plans d'allègement de la dette PPTE et IADM a permis de réduire considérablement la charge du service de la dette pour les pays africains qui en ont bénéficié. Dotés d'une solvabilité restaurée et par ailleurs confrontés à des besoins de financement importants, ces pays souhaitent désormais se ré-enderter. Ce Repère dont la publication fait suite à un séminaire d'experts consacré aux économies africaines et organisé conjointement le 8 juin 2006 par l'AFD et le Centre de Développement, évalue les conditions d'un tel processus de ré-endettement.

# Défis mondiaux

## Education des filles

### L'ouvrage

#### La scolarisation des filles au Cameroun : jalons, repères et perspectives

Cahiers africains de recherche en éducation n° 2, 2006, 181 p. Cote H4.293

Sont abordés dans ce numéro de Cahiers africains de recherche en éducation, la scolarité des filles au Cameroun, présentée selon différentes approches, globale, sociologique, psychologique et pédagogique : « femme et éducation au Cameroun » (P. Fonkoua) ; « la scolarisation des filles dans les pays en développement et en Afrique » (Valèse Mapto Kengne) ; « l'accès des filles à l'éducation au Cameroun, la question de la qualité » (T.M. Tchombe) ; « motivation et scolarisation des filles à l'ouest Cameroun » (B. Matchinda, R. Nkonpa Kouomegne) ; « inquiétude des filles et des garçons du secondaire face à l'avenir professionnel » (G. Tsafak).

### Le rapport web

#### L'éducation des filles : vers une « mise à l'échelle » des bonnes pratiques

United Nations Educational Scientific and Cultural Organization, 2006, 88 p.

Ce rapport est centré sur les questions essentielles à prendre en compte et sur les stratégies à mettre en place afin d'atteindre les cibles internationales et les objectifs nationaux pour universaliser l'accès des filles à l'éducation, leur rétention à l'école et la réalisation d'une éducation de qualité. Les arguments en faveur de la promotion des droits universels et de l'égalité entre les sexes dans l'éducation ont reçu un nouvel appui dans des documents internationaux plus récents. L'éducation des filles et des femmes a trouvé une place de choix dans ces réflexions internationales sur les priorités du développement. Le rapport insiste sur la nécessité d'accélérer l'action entreprise en « mettant à l'échelle » les interventions qui ont connu le succès ou les éléments d'intervention susceptibles d'être reproduits. Au cours des dernières années, on a beaucoup

### L'AGENDA

- 6-8 mai 2007 - Réunion des ministres de l'emploi et du travail du G8, « Shaping the Social Dimension of Globalisation », Dresden, Allemagne
- 9-11 mai 2007 - Réunion à haut niveau de la Commission des Nations Unies sur le développement durable, avec la participation de l'OCDE, New York, Etats-Unis
- 25 mai 2007 - Journée de l'Afrique : instruments financiers pour la promotion de l'infrastructure, du commerce et de l'investissement entre le Japon et l'Afrique, Nations Unies, Tokyo, Japon
- 28-30 mai 2007 - Conférence internationale « e learning Africa », Nairobi, Kenya
- 5-6 juin 2007 - Forum international sur les perspectives africaines : accès à l'eau et à l'assainissement, BAD et Centre de développement de l'OCDE, Paris, France

appris et beaucoup écrit sur la nature des politiques et des interventions programmatiques qui peuvent avoir le plus d'impact pour la scolarisation des filles.

### L'article

#### Le discours arabe sur l'émancipation féminine au 20ème siècle

Al-Sadda, H., Vingtième siècle, 2004, 9 p.

L'article rappelle les efforts consentis, surtout en Égypte, en faveur de l'éducation des filles depuis le début du 20e siècle. Il évoque les difficultés qui entourent encore l'étude des questions féminines. Il rappelle, surtout, que le sort des femmes, pris en main par des hommes, fut lié à celui de la modernité et que les difficultés et l'écroulement des valeurs dont celle-ci était porteuse a bloqué les évolutions et enfoncé un peu plus les femmes dans la dépendance. Il souhaite qu'advienne une politique d'émancipation commune des hommes et des femmes.

# Géographies

## Vietnam

### L'ouvrage

#### La ville vietnamienne en transition

Castiglioni, F., 2006, 314 p. - Cote PVN.043

Depuis la politique du Doi Moi (Renouveau) amorcée en 1986, le Vietnam connaît de profondes transformations avec la transition économique, mais aussi sociale et urbaine. De nouvelles dynamiques urbaines sont impulsées par les acteurs vietnamiens, publics et privés, et par les acteurs extérieurs : organisations internationales et de solidarité, experts et consultants, organismes d'aide bilatérale. Peut-on parler d'un « modèle vietnamien » de ville asiatique ? A la différence de ce qu'on observe en Chine, il semblerait que la « transition urbaine » au Vietnam s'opère de façon moins radicale ou brutale. La capacité d'assimiler des modèles exogènes, la recherche d'une troisième voie entre dirigisme et libéralisme, la prise en compte du patrimoine architectural dans la planification urbaine sont autant de raisons de cette spécificité. Cet ouvrage, par le contenu de ses différents chapitres et par les propositions de recherche formulées par ses auteurs, devrait être l'un des catalyseurs de la recherche urbaine sur le Vietnam.

### Le rapport web

#### Regards croisés sur les coopérations au Vietnam

Haut Commissariat à la coopération internationale, 2006, 122 p.

Organisée avec l'appui de l'ambassade de France à Hanoï, cette mission a permis de tirer un certain nombre de leçons en termes de complémentarités entre les différentes et nombreuses formes de coopération avec le Vietnam, gouvernementales et non gouvernementales. Elle a aussi été l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre de la réforme de la coopération française sur le terrain. Sont présentées en deux parties : la situation économique du Vietnam ; l'aide extérieure au Vietnam ; l'aide de la France ; le pilotage de la coopération française et son

insertion internationale ; les interventions thématiques des coopérations françaises. Le rapport conclut sur la nécessité d'anticiper la sortie du pays de l'aide concessionnelle, d'assurer une meilleure cohérence entre la réforme de la coopération telle qu'elle est conduite à Paris et les acquis de l'expérience des opérateurs de terrain et enfin de s'interroger sur ce que la France souhaite être au Vietnam dans 15 ou 20 ans.

### L'article

#### Investissements directs étrangers, mondialisation et emploi au Vietnam

Henaff, N., *Autrepart*, n° 37, 2006, pp. 73-92

Au regard des débats qui ont cours dans les pays du Nord sur l'impact des délocalisations sur l'emploi, sur le statut et la protection des salariés, l'auteur se propose d'analyser la portée et la nature de l'impact des investissements directs étrangers et de l'intégration internationale sur l'emploi au Vietnam. Pour ce faire, il analyse successivement les tendances récentes en matière de création d'emploi, de contrat de travail, de rémunération, de recrutement et de formation dans les entreprises opérant au Vietnam, en accordant une importance particulière aux entreprises à capitaux étrangers.

# Géographies

## RD du Congo

### L'ouvrage

#### Géopolitique du Congo (RDC)

Cros, M.-F., Misser, F., 2006, 143 p. - **Cote ZAC.008**

Après 32 ans de dictature mobutiste et une décennie de guerre, le Congo-Kinshasa doit organiser ses premières élections libres depuis l'indépendance de 1960. C'est le moment qu'ont choisi deux spécialistes du sujet pour situer les enjeux et les chances pour ce vaste pays de s'engager enfin sur la voie de la stabilisation et de reconstruire un État. Il s'agit d'un véritable défi, au vu de la profondeur de la crise économique, éthique et politique qui perdure dans ce pays, objet de toutes les convoitises et en passe de devenir le plus peuplé des États francophones. La stabilité du Congo est indispensable à celle de ses neuf voisins, et l'exploitation de son potentiel hydroélectrique est l'un des principaux axes du Nouveau Programme économique pour le développement de l'Afrique. Mais l'enjeu est aussi planétaire, compte tenu de la richesse de la biodiversité du Congo et de l'abondance de ses minerais stratégiques.

### Le rapport web

#### La forêt en République Démocratique du Congo post-conflit : analyse d'un agenda prioritaire

Banque mondiale ; Center for International Forestry Research ; Centre international de recherche agronomique pour le développement, 2007, 106 p.

Ce rapport examine le secteur forestier de la République Démocratique du Congo en 2006. Il analyse les réformes entreprises depuis 2002 et recommande des actions prioritaires pour les quatre à cinq prochaines années. Il met en évidence le caractère de bien public de la forêt congolaise, qui est d'une valeur cruciale pour l'environnement mondial et pour des millions de personnes qui dépendent de cette forêt et qui sont parmi les plus pauvres au monde. Le rapport examine également un héritage de mauvaise gestion et les tensions induites par la convalescence du pays après la guerre. Sur la base des politiques et des connaissances actuelles, le rapport recommande une série de mesures urgentes qui semblent réalistes dans le contexte actuel de la RDC. Ces mesures, regroupées dans un Agenda prioritaire, sont centrées sur la transparence et la gestion participative, la mise en application des lois et des contrats, la gestion durable et le partage équitable des

### L'AGENDA

- 6 mai 2007 - Elections législatives, Ouagadougou, Burkina-Faso
- 11-18 mai 2007 - Assemblées annuelles 2007 de la BAD, Shanghai, Chine
- 13 mai 2007 – Deuxième tour éventuel de l'élection présidentielle, Bamako, Mali
- 15-18 mai 2007 - 7ème conférence internationale sur le génie hydraulique : « suffisamment d'eau pour un développement durable », Institut national des ressources en eau (INRH), UNESCO, Ile de la Jeunesse, Cuba
- 15-18 mai 2007 - Colloque international sur la gestion des ressources génétiques en zone de savane d'Afrique de l'Ouest, CIRAD, ICRISA, AOPP, Mali, Bamako, Mali
- 24-27 mai 2007 - Energies Sud, 1er salon international de l'Energie, des Mines, de la Pétrochimie, des Carrières, Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Cotonou, Bénin

bénéfiques. Au-delà des risques, le retour de la paix en RDC offre également une occasion unique de porter un nouveau regard sur la deuxième forêt pluviale tropicale au monde et de mettre en place des stratégies innovantes qui accordent la priorité à l'environnement et aux populations locales.

### L'article

#### Le secteur des diamants en RDC

Global Witness, 2006, 8 p.

Global Witness salue la hausse significative des exportations officielles de diamants en provenance de RDC, hausse imputable à l'adhésion du pays au Processus de Kimberley, mais estime qu'il incombe de déployer des efforts bien plus importants pour instaurer un système de contrôles puissant dans le secteur du diamant en RDC. De même, Global Witness accueille favorablement la décision de la RDC de se joindre à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). Cependant, le Processus de Kimberley et l'Initiative de transparence des industries extractives ne peuvent à eux seuls résoudre les problèmes du secteur du diamant en RDC. Des réformes fondamentales des systèmes gouvernementaux sont requises pour améliorer le secteur du diamant en RDC. Ces réformes appellent une approche globale qui s'appuie sur l'amélioration des contrôles internes et de la transparence tout en tenant compte de la façon dont les profits tirés des diamants peuvent bénéficier aux communautés vivant de l'extraction des diamants et concourir au développement.

# Organisations

## Partenariats public-privé

### L'ouvrage

#### Les partenariats public-privé

Marty, F. ; Trosa, S. ; Voisin, A., 2006, 128 p -  
Cote T2.194

Pratique ancienne, notamment en France, le partenariat public-privé désigne aujourd'hui une nouvelle forme de contrats publics fondée sur des techniques de financement venues du secteur privé et un partage optimisé des risques. Cette nouvelle génération de contrats est étroitement liée au « nouveau management public », qui promeut la gestion par la performance. Introduits en France sous la forme des contrats de partenariat créés en juin 2004, les « PPP » suscitent des interrogations quant à leur efficacité économique et sociale. Cet ouvrage aborde les différentes dimensions, économiques, juridiques et organisationnelles des partenariats public-privé, en les illustrant d'exemples récents et de nombreuses comparaisons internationales.

### Le rapport web

#### Gestion de la rareté : le service de l'eau potable d'Amman entre la gestion publique et privée

Darmane, K., 2005, 68 p.

Ce travail s'inscrit dans un programme de recherche international, mené par International Water Management Institute, intitulé « évaluation intégrée de la gestion de l'eau en agriculture ». C'est une étude comparative de neuf bassins versants dans le monde dont le bassin du Jourdain en Jordanie fait partie. En collaboration avec la Mission agricole française, l'étude du bassin du Jourdain analyse l'évolution et l'exploitation du bassin versant. Le programme de recherche englobe des études multidisciplinaires (économiques, sociales, historiques...) En tant que chercheur à l'Institut Français du Proche-Orient, l'auteur traite de l'impact de la pénurie en eau en milieu urbain à Amman et des modalités de gestion de l'eau potable selon l'opérateur public-privé. Cette étude dresse un état des lieux de l'accès à l'eau en milieu urbain plutôt défavorisé après les

réformes qui ont eu lieu dans le service d'eau potable. L'objectif est de montrer que les politiques de gestion de l'eau traduisent souvent des inégalités et engendrent des tensions en milieu urbain comme en milieu rural.

### L'article

#### Les infrastructures de transport et la logique financière du Partenariat public-privé : quelques paradoxes

Bonnafous, A., *Revue Française d'économie*, juillet 2002, 13 p.

L'implication d'opérateurs privés dans le financement, la construction et l'exploitation d'infrastructures publiques sont de plus en plus fréquemment explorées par la puissance publique. Cette tendance a ses raisons, dont le souci de minimiser la dépense publique qui est souvent évoqué. Mais quelles sont les conséquences d'une faible rentabilité financière du projet sur le choix entre opérateur public ou privé ? Le choix du privé n'est-il pertinent que lorsque cette rentabilité est forte ? La réponse à ces questions tient, en particulier, à un paradoxe de la rentabilité financière : en supposant que les opérateurs publics et privés aient la même efficacité, tout projet qui ne peut être autofinancé requiert plus de subvention si le privé est choisi, mais le surcoût correspondant pour les finances publiques est d'autant plus faible que la rentabilité du projet est elle-même faible. Cet article propose une démonstration de ce paradoxe et en décline quelques conséquences, y compris en cas de meilleure efficacité de la part de l'opérateur privé.

# Organisations

## UNICEF

### L'ouvrage

#### UNICEF and Other Human Rights Efforts: Protecting Individuals

Smith, R. ; Russett, B. ; Achesan, D., 2006, 88 p. - Cote R2.099

Ce livre est axé sur le domaine des droits de l'homme et tous les défis liés à leur respect. Le droit de vote, le droit à un niveau de vie décent, le droit à la liberté et à l'expression politique sont particulièrement mis en avant. Les problèmes posés par la pratique de la torture, des maltraitements physiques et des différentes formes de discrimination y sont également abordés. Cet ouvrage peut servir de guide aux étudiants et à toute personne souhaitant étudier et approfondir ces questions internationales récurrentes.

### Le rapport web

#### La situation des enfants dans le monde 2007 : femmes et enfants, le double dividende de l'égalité des sexes

United Nations International Children's Fund, 2006, 160 p.

Ce rapport combine analyses, histoires vécues, descriptions de pays, cartes et données statistiques sur 195 pays et territoires. Le rapport 2007 développe l'argument selon lequel le levier le plus efficace pour combattre la pauvreté des enfants et atteindre les OMD réside dans la lutte contre la discrimination et contre l'assujettissement dont les femmes sont victimes. La discrimination sexiste reste omniprésente dans toutes les régions du monde. Elle se manifeste par la préférence accordée aux fils plutôt qu'aux filles, par les possibilités restreintes d'études et de travail offertes aux filles et aux femmes et par des formes de violence sexistes caractérisées, par exemple des violences physiques et sexuelles.

### L'AGENDA

- 1er-10 mai 2007 - 2ème Forum économique des pays membres du mouvement des non-alignés, La Havane, Cuba
- 4-7 mai 2007 - Assemblée générale annuelle de la Banque Asiatique de Développement, Kyoto, Japon
- 14-17 mai 2007 - Assemblée annuelle de la Banque Africaine de Développement, Shanghai, Chine
- 20-21 mai 2007 - Réunion annuelle de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, avec la participation de l'OCDE, Kazan, République de Tatarstan, Russie
- 6-8 juin 2007 - Sommet du G8, Heiligendamm, Allemagne

### L'article

#### Le droit de l'enfant à une protection contre les châtiments corporels et les autres formes cruelles ou dégradantes de châtiments

Office of the High Commissioner for Human Rights (Suisse), 2006, 16 p.

La Convention relative aux droits de l'enfant et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme reconnaissent à l'enfant le droit au respect de sa dignité humaine et de son intégrité physique, de même qu'à une protection par la loi. Le Comité des droits de l'enfant aborde dans ce document le problème de la maltraitance des enfants, afin de mettre en lumière l'obligation incombant à tous les États de prendre rapidement des dispositions aux fins d'interdire et d'éliminer tous les châtiments corporels et les autres formes cruelles ou dégradantes de châtiments à l'égard des enfants et d'exposer dans leurs grandes lignes les mesures législatives, les autres mesures de sensibilisation et les mesures éducatives qu'il leur appartient de prendre.

## Débats sur l'aide

### L'ouvrage

#### Japan's Development Aid To China: the Long Running Foreign Policy of Engagement

Takamine, T., 2006, 226 p. - Cote PCN.027

Cet ouvrage examine l'aide au développement accordée par le Japon à la Chine depuis 1979. Cette aide est octroyée sous forme de prêts, de coopération technique mais aussi de subventions. L'auteur analyse les raisons et l'intérêt du Japon à fournir une aide au développement à la Chine alors que cette dernière lui est un rival potentiel. A la lumière de l'examen de la politique d'aide du Japon à la Chine, il ressort que celle-ci est parfois considérée comme une extension des intérêts commerciaux japonais masqués derrière ceux de l'humanitaire. Ce livre se base sur des données chiffrées, englobant la totalité des prêts alloués à la Chine ainsi que sur un recensement de tous les gouvernements japonais qui l'ont aidée depuis 1979.

### Le rapport web

#### Rapport de suivi mondial des ODM 2007

Banque mondiale, 2007, 297 p.

L'édition 2007 du Rapport de suivi mondial des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) évalue la façon dont les pays en développement et développés et les institutions financières internationales contribuent à la réalisation de cette série d'engagements pris à l'échelle mondiale. Quatrième d'une série de rapports annuels établis dans la perspective de l'année 2015, cet ouvrage passe en revue les faits majeurs de l'année écoulée et les priorités qui se font jour. Il dresse un bilan des résultats obtenus au regard de toute une série d'indicateurs. Comme l'indique son sous-titre, « Les défis de l'égalité des sexes et de la situation des États fragiles », ce rapport met en relief les deux grands aspects thématiques suivants : la question de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (qui constitue le troisième des ODM), et les problèmes particu-

### L'AGENDA

- 14-15 mai 2007 - Forum de l'OCDE, Paris, France
- 16 mai 2007 - « Why Developing Countries Need a Greater Voice in the Global Financial Architecture », Conférence, Center for Economic Policy Research (CEPR), Londres, Grande-Bretagne
- 17-18 mai 2007 - Conférence annuelle « Development Economics » (ABCDE), Banque mondiale, OCDE, Bled, Slovénie
- 24 mai 2007 - G8 / Afrique, réunion conjointe, Berlin, Allemagne
- 28-30 mai 2007 - Sommet international « TIC et développement », Yaoundé, Cameroun
- 8 juin 2007 - Examen de l'aide du Danemark, Comité d'aide au développement, OCDE, Paris, France

liers qui se posent aux États fragiles, où se concentre de plus en plus l'extrême pauvreté.

### L'article

#### Do No Harm: Aid, Weak Institutions, and the Missing Middle in Africa

Birdsall, N., 2007, 31 p.

Le postulat de l'ensemble de la communauté des bailleurs est que l'Afrique est piégée par sa pauvreté et que l'aide est nécessaire pour permettre à celle-ci de s'échapper de ce piège. Dans ce rapport, l'auteur propose un autre postulat, selon lequel l'Afrique serait prise dans un piège institutionnel. Dans cette situation une population disposant d'un revenu intermédiaire robuste capable de contribuer efficacement à la création et à la solidification d'institutions saines - en particulier au sein de l'Etat - fait cruellement défaut. L'auteur fait un certain nombre de recommandations destinées aux bailleurs pour les aider à stimuler la population à revenu intermédiaire.

# A ne pas manquer

## L'ouvrage

### Banque mondiale, le coup d'Etat permanent : l'agenda caché du consensus de Washington

Toussaint, E. , 2006, 310 p. - Cote R2.092

Cet ouvrage effectue une plongée dans les coulisses de la géopolitique et de la finance internationale. Contrairement à l'affichage officiel, la Banque mondiale n'a pas pour mission de réduire la pauvreté. Au lieu de la combattre, elle la reproduit. La Banque mondiale et son jumeau le Fonds monétaire international (FMI) sont des instruments de subordination des pays endettés aux intérêts des puissances les plus industrialisées. Ces institutions ont, depuis leur création, manifesté une réticence certaine à considérer le respect des droits humains comme partie intégrante de leur mandat. Elles ont systématiquement soutenu des dictatures et la politique qu'elles mènent constitue très souvent une violation des droits humains fondamentaux. Cet ouvrage se veut une mise en lumière de l'agenda caché du Consensus de Washington.

## Le rapport web

### La politique budgétaire : un instrument de croissance et de développement

FMI, Banque mondiale, 2006, 53 p.

Dans le contexte du développement, la politique de finances publiques sert à la fois d'instrument de stabilisation macro-économique et de levier pour atteindre les objectifs de croissance économique et de réduction de pauvreté. Les difficultés engendrées dans de nombreux pays en développement par le creusement des déficits, l'alourdissement de la dette et les poussées inflationnistes, durant les années 80 et 90, ont cependant amené à conduire une politique budgétaire principalement axée sur la stabilisation de l'économie. Les objectifs de réduction de la pauvreté et de croissance ont ainsi été relégués au second plan. Ce rapport, élaboré à la demande du Comité du développement pour déterminer s'il serait possible de dégager un « espace budgétaire pour la

croissance », analyse les modifications concrètes qui pourraient être apportées à la politique des finances publiques pour une meilleure contribution à la réalisation des ODM et à la croissance.

## L'article

### Le recyclage des pétrodollars

Problèmes économiques, n° 2902, juin 2006, 26-31 p. - Cote ART.152

En 2005, les ventes d'or noir ont rapporté quelque 700 milliards de dollars aux pays exportateurs de pétrole. Ces derniers épargnent aujourd'hui une plus grande part de cette manne financière que lors des précédents chocs pétroliers. Cette situation suscite l'inquiétude du Fonds monétaire international (FMI) dans la mesure où elle risque d'accentuer les déséquilibres mondiaux liés à la hausse du prix du pétrole. Le recyclage des pétrodollars prend par ailleurs de multiples formes et il est plus difficile qu'auparavant de savoir avec certitude ce que deviennent ces capitaux.

## Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : sucre/éthanol, biomasse
- GEOGRAPHIES : Territoires Autonomes Palestiniens, Thaïlande
- ORGANISATIONS : collectivités locales, APE

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

**Responsable de la rédaction :** Véronique SAUVAT

**Coordination :** Annie LOPEZ-PORTZERT, Véronique SAUVAT

**Réalisation :** Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

**Graphisme :** Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43